



**COMPTE-RENDU DU PETIT-DEJEUNER DE RENCONTRE AVEC  
LA DELEGATION DU CHINA CENTER FOR INTERNATIONAL  
EXCHANGES ET LA FONDATION PROSPECTIVE ET  
INNOVATION**

**25 JUIN 2018**

Compte-rendu rédigé par Monsieur Philippe RATTE

Dans un monde devenant dangereux à force d'imprévisibilité croissante, le prix de l'alliance stratégique existant entre la France et la Chine ne cesse de s'avérer plus précieux. Le lien transatlantique se distend, l'unité européenne est à rude épreuve, l'OTAN est remise en cause, le fragile équilibre de la croissance africaine est au péril permanent de la démographie galopante, la promesse des BRICS déçoit tandis que les espoirs d'en finir avec le fanatisme islamiste sont démentis, les trafics illicites notamment de drogue continuent de ravager le monde, alors que la condition humaine, de par la simple expansion quantitative et qualitative de l'espèce, est toujours davantage exposée à un avenir plus sombre. Le besoin d'une synergie des forces positives est criant en présence de ces indices inquiétants, et on serait tenté d'en chercher le ressort dans un G4 virtuel réunissant la Chine, la France, l'Allemagne et la Russie.

C'est une analyse que partagent Chinois et Français. Hélas, le niveau de leur coopération reste très inférieur à la qualité de leur alliance stratégique comme à la concordance de leurs vues. D'où le besoin de développer cette coopération en menant des projets communs. Tout ce qui devait être dit l'a été, beaucoup de ce qui pourrait être fait reste à faire. Le programme Yi Dai Yi Lu offre à cet effet une colonne vertébrale à laquelle rattacher toutes sortes d'initiatives.

## **1 Les routes de la soie : qu'en pensent les Européens ?**

Cette grande initiative lancée par la Chine voici quatre ans déjà comporte nombre d'aspects positifs. Elle mobilise d'énormes financements, qui viennent à point nommé combler un manque avéré de ressources pour créer les infrastructures du XXI<sup>e</sup> siècle à la hauteur voulue. L'aide publique étant en recul, et les PPP moins prometteurs qu'on ne pensait, ce besoin est particulièrement criant dans nombre de pays moins développés que justement le projet BRI s'offre à impliquer dans son mouvement. C'est de toute évidence un facteur de croissance mondiale, sous réserve sans doute qu'il bénéficie d'une authentique coopération de la part d'un grand nombre de pays et n'apparaisse pas uniquement comme une entreprise chinoise.

Cet enjeu est crucial, car nombre de pays, et notamment en Europe, ont des réserves envers l'ampleur de cette entreprise, dans laquelle ils ont volontiers tendance à voir ou bien un empiètement chinois, ou bien un renforcement de la Chine, ou bien les deux. Cette hypocondrie contrarie l'essor du projet et en fausse l'esprit, qui était au départ et demeure un appel à la synergie de tous en vue d'un but commun supérieur aux intérêts de chacun, pour propice qu'il y soit. Les petits pays redoutent de ne pas avoir voix au chapitre, et les grands s'alarment de voir la Chine prendre une initiative qu'on aurait aimé leur voir prendre eux-mêmes. On met en exergue de nombreux problèmes non résolus, tels les règles de concurrence, d'accès aux marchés, etc. pour objecter à tout ralliement prématuré, ce qui revient à laisser les Chinois, qui ne peuvent plus reculer dans cette grande affaire, un peu seuls à la manœuvre. D'autres dénoncent une tentation chinoise supposée de s'affranchir dans les pays traversés des normes écologiques qu'ils s'appliquent à appliquer exemplairement chez eux... On craint aussi de voir nombre des pays peu développés revenir dans un cycle de dettes alors qu'on vient juste de les désendetter au prix de sacrifices

substantiels consentis par leurs créanciers occidentaux. Enfin, le thème classique des transferts abusifs de technologie continue de faire recette, même si ce sont assez souvent désormais les Chinois qui sont en avance.

Plutôt que de laisser rancir ces griefs, réels ou supposés, il serait bon de comprendre l'intérêt de passer à des projets concrets. La Chine n'a pas intérêt à demeurer surexposée à ce genre de critiques, que lui attire son magistère dans tout ce programme. On commence à voir poindre des réactions négatives qui nuisent au projet et à la Chine. Si on parvenait à surmonter les réticences globales des Européens par le succès de projets démonstratifs, les choses en iraient mieux pour tout le monde. C'est une démarche que la Fondation Prospective et Innovation, sous l'impulsion de son président, est parvenue à faire adopter aux plus hautes autorités françaises, qui sont aujourd'hui favorables à une attitude confiante et dynamique. Encore faut-il la concrétiser, et la faire partager à d'autres.

## **2 Les routes de la soie. Quelle est la visée chinoise ?**

Partie de Chine, l'initiative est évidemment en affinité intrinsèque avec le projet global de la Chine pour son propre futur. Mais c'est justement en ce sens qu'elle doit être prise en bonne part : l'idée générale de la Chine est de prospérer dans un monde prospère, précisément parce qu'elle a compris vers 1979 que sa propre régénéscence ne pouvait se concevoir que par une participation dynamique à la globalisation, et qu'elle a depuis agi en conséquence avec les effets que l'on voit. Transformée par sa relation délibérée au monde tout entier, il est normal qu'elle se préoccupe d'améliorer ledit monde, à la mesure de ses besoins et de ses moyens, qui sont devenus les uns et les autres assez considérables. Sa démarche est donc toute entière tendue à promouvoir du progrès tout autour d'elle, parce qu'elle y a intérêt. Voudrait-on à tout prix la taxer d'une attitude égoïste qu'on devrait comprendre que cela l'induit à beaucoup d'altruisme bien compris.

Or il y a plus dans la visée chinoise : dans sa vision du monde s'exprime un idéal certes chinois, mais qui est précisément en cela tendu à promouvoir une harmonie, et donc à réduire les disparates. Si l'empan de la Chine s'étend désormais par nature au monde entier, alors l'équilibre dynamique de la Chine incorpore l'extension au monde entier du même idéal de croissance harmonieuse, et le fait profiter d'une conception de cette harmonie « sous le ciel » valant pour lui aussi. Il suffit de se reporter au livre du président Xi Jinping, *Gouvernance de la Chine*, pour s'assurer que cette conception est bien celle qui anime la perspective à long terme du pays, et que l'intelligence bien comprise des buts et conditions du progrès de la Chine s'inscrit dans une conception plus ample du destin de l'humanité — et non pas l'inverse.

Aussi la proposition chinoise Yi Dai Yi Lu, improprement traduite par OBOR ou BRI, combine-t-elle à l'annonce d'un vaste plan d'expansion eurasiatique d'une Chine dont l'essor récent a été plutôt maritime et côtier, l'offre d'un partenariat géoéconomique majeur faite à l'Europe, au sous-continent indien, à la Russie et à l'Asie centrale, à l'Afrique et aux Proche- et Moyen-Orient, et pourquoi pas au reste du monde séparé par des mers, *enfin un objectif collégial de réduction de la pauvreté dans le monde* par l'investissement, le commerce et l'aide publique. Les pays pauvres sont plus que tous autres tributaires d'une participation aux échanges mondiaux (il faut être au moins l'Amérique pour imaginer — à tort — avoir la capacité de s'y soustraire quelque peu avec avantage), et quand on promeut un vaste plan de facilitation de ce commerce en équipant ces mêmes pays pauvres, on élève leurs chances

de s'en sortir, surtout si en plus on les y aide. Or tel est exactement l'effet de Yi Dai Yi Lu tel que le conçoivent les Chinois, et tel qu'ils le mettent en œuvre depuis près d'un lustre déjà. Chacun peut commencer à en juger sur pièces.

Bien sûr, au cas par cas, l'ampleur des moyens déployés par la Chine (et d'abord la Chine un peu seule) peut donner ça et là l'impression liminaire que les Chinois prennent les commandes du processus au détriment des capacités locales — on le disait déjà beaucoup de leur action bénéfique en Afrique bien avant qu'on ne parlât de nouvelles routes de la Soie —, mais c'est voir les choses par le petit bout de la lorgnette. À la différence de bien des « coopérations » occidentales ou, naguère, soviétiques, se flattant de pur évergétisme mais rarement désintéressées, l'action chinoise tend à des résultats effectifs, immédiats et durables, dont l'expérience prouve dans la durée qu'ils soutiennent la croissance et amorcent du développement. L'Afrique en est témoin.

La grande différence de conception tien à ce que les politiques de développement occidentales ont à l'origine, et toujours depuis, été inspirées par un modèle d'aide au rattrapage comportant à sa matrice l'idée irréductible d'une différence de nature entre les bailleurs et les bénéficiaires, les premiers étant la référence et donc le guide, les seconds des suiveurs parce qu'entachés de carences probablement incurables. La vision de la Chine est au contraire d'emblée fondée sur l'idée d'un destin commun auquel il nous appartient de veiller solidairement et à part entière. Venue elle même d'un profond sous-développement momentané dont elle s'est extraite par ses propres efforts en ayant à l'esprit un passé antérieur de précellence, elle ne nourrit aucune arrogance de grande puissance, et a pour logiciel principal une vision globale du destin de l'humanité, si nombreuse sur une planète si exiguë, à l'image même de ce qu'était l'Empire du milieu, si peuplé sur un espace utile si étroit.

Au demeurant, qui pourrait croire que la Chine est aujourd'hui dans le cas de nourrir des desseins impérialistes, alors que tout dans le monde de ce siècle est sous surveillance, contrôle et réactions de l'ensemble de la planète, États, peuples, citoyens ? Si elle ne pensait qu'en termes d'intérêts chinois, la Chine, toute puissante qu'elle soit devenue, irait à l'échec comme l'ont montré à répétition toutes les ambitions portées, ailleurs, par des potentats rêvant d'imposer leur loi à une fraction du monde. Nul ne peut plus servir ses propres intérêts en dehors d'une participation équitable et bienfaisante au mouvement global du reste du monde, et il n'est pas jusqu'à la notion modeste de prépondérance qui ne soit désormais caduque.

En proposant, développant, et s'offrant à animer de manière concertée le projet Yi Dai Yi Lu, la Chine ne fait que suggérer un cadre propice à l'essor de nombreux projets communs. On peut s'en faire une bonne idée en observant l'action de la Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures, BAI, qui a vu en dix ans les partenariats franco-chinois sur des marchés tiers passer de 150 M € à 2 Md € : on unit des forces pour mieux concourir au progrès des autres, compris comme une condition à long terme de la cohérence, et donc de la réussite, de la prospérité globale dont on est soi-même tributaire par mille canaux divers. C'est cela l'esprit de Yi Dai Yi Lu : créer un cadre de concordance pour des projets efficaces conçus et menés en partenariat constructif intégrant naturellement les instances locales. Il n'est que temps de s'y mettre et cesser de nourrir des méfiances géopolitiques indues, inspirées le plus souvent par une conception dépassée des prés carrés et autres aires de suzeraineté, à l'heure où c'est une efficacité collective mondiale, solidaire et généreuse qui devient la condition de survie pacifique à long terme de l'humanité même.

### **3 Les routes de la soie, qu'en pense t'on sur le terrain ?**

#### **3.1 En Afrique**

L'Afrique est un bon terrain d'observation, parce qu'elle a d'une part été touchée par l'influence chinoise fort longtemps avant l'initiative BRI, dont elle n'est au demeurant qu'une destination latérale, et qu'elle constitue d'autre part un enjeu global majeur à terme dont la Chine a pris conscience plus vite que beaucoup d'autres, attardés à y entretenir des découpages hérités. L'amorce des migrations, qui commence à affoler la boussole des Européens sur le fondement de flux encore modestes enfin compris comme des signaux à prendre au sérieux, a décillé la lucidité au moins européenne de son aveuglement historique et prospectif à cet égard.

Pendant que la part de la France dans les importations vers l'Afrique passait de 10 à 5% d'un flux global il est vrai très augmenté, de sorte que le recul relatif n'entache les volumes réels que dans une moindre mesure, la part de la Chine est montée à 18% à partir de zéro. Un tiers de la croissance africaine depuis dix ans est imputable à cette montée de la participation chinoise aux affaires dans cette zone. Elle combine puissance financière, variété et qualité appropriée d'une offre de produits convenant aux marchés, recherche — sans préjugés ni conditions — d'intérêts communs.

Toutefois, les groupes français présents sur le continent continuent à représenter quelque 20% des entreprises majeures en Afrique, ce qui fait d'elles des partenaires avec lesquelles il faut compter. Leur grande peur est à présent d'être remplacés à terme par leurs homologues chinois dans leur influence locale, qui reste grande. Le moment est certainement venu de saisir l'opportunité d'une complémentarité avantageuse mutuellement : si les Chinois se présentent avec une force de frappe économique impressionnante, les Européens, et au premier rang les Français, disposent d'une connaissance inégalée des pays, des marchés, des cultures, et leurs réseaux demeurent précieux. On voit tout de suite les bénéfices d'une alliance stratégique, et on gagnerait à percevoir les inconvénients réciproques d'une compétition à tout va. Pour puissante qu'elle soit, l'approche chinoise a beaucoup à perdre à se présenter comme envahissante, et son intérêt bien compris est de se couler au moins partiellement dans les circuits familiers qui l'acclimateront. Pour ancienne qu'elle soit, l'implantation européenne ne résisterait pas à une poussée trop appuyée de la concurrence chinoise, et elle aussi a tout intérêt à s'y associer. Les règles internationales offrent à cette coopération un cadre assurant le respect des intérêts de chacun.

Au surplus, tout le monde doit à présent prendre conscience que l'Afrique est certainement le problème commun le plus pressant du siècle, en raison de son explosion démographique sans précédent, qui met au défi tous les aspects du développement et doit mobiliser l'attention de tous les partenaires. Une course contre la montre est engagée, et c'est une course en équipe. Si elle devait être perdue, les conséquences sécuritaires, écologiques, économiques, ainsi qu'humanitaires, seraient sans doute dramatiques.

Le projet actuellement porté par une initiative française peut par exemple concourir puissamment à associer les peuples à l'élan qu'appellera le développement de l'Afrique. Il s'agit d'une chaîne de télévision entièrement africaine et entièrement dédiée au sport pour l'ensemble du continent et au delà, touchant en premier lieu au moins 100 millions

d'habitants. Pourquoi ? Parce que le sport est un puissant vecteur d'émotions individuelles et collectives, qu'il rassemble, qu'il fait connaître les autres sur un mode pacifique, etc. Bien plus immédiatement que tous les discours sur le développement, il communique des ambitions et remue les consciences, attise les fiertés. C'est un puissant levier de reconnaissance par les peuples eux-mêmes de qui ils sont, de quoi ils sont capables, et du contexte de compétitivité dans lequel ils sont pris. On sait combien les sports d'équipe furent au XIX<sup>e</sup> siècle au Royaume Uni un ferment de participation commune à la fierté de l'ère victorienne.

Disposant actuellement de deux propositions américaines de sponsoring, les promoteurs de ce projet, qui souhaitent n'avoir qu'un seul et unique partenaire privé, explorent aussi des solutions européennes, mes pourquoi ne pas se tourner aussi vers l'Asie, et d'abord la Chine, si l'objectif suprême du projet, dont le sport n'est que le vecteur, est de concourir à l'éveil toujours plus ample des peuples africains à la maîtrise de leur propre destin ?

### **3.2 Du point de vue des technologies**

C'est un sujet sensible, qui fait couler beaucoup d'encre et de salive. On sait qu'elles sont la clé de l'avenir, et nul n'est disposé à les partager sans contrepartie. Sauf à développer une confiance suffisante pour voir les avantages de la coopération l'emporter sur les dangers de la simple cohabitation. C'est une option que la France a choisi de prendre, avec une résolution clairement manifestée par le fait de commencer sans barguigner par la pointe la plus aiguë, le nucléaire et l'aviation. En matière de confiance, si les petits pas ont leur prix pour apprivoiser, on ne mégote pas quand il s'agit de s'engager ou pas. Les fiançailles sont bavardes, les mariages se concluent par un seul et unique « oui ». La coopération nucléaire franco-chinoise est aujourd'hui, trente ans après, jugée à ce point exemplaire qu'un grand pays comme l'Angleterre lui a confié la construction de la centrale de Hinckley Point, en un temps où pareille décision relève de l'ultra-sensible, tant géopolitiquement qu'envers les populations. De même en matière de production d'Airbus, jusqu'à présent tout le monde y a gagné.

Actuellement, l'Académie des technologies et son homologue chinoise l'Academy of Engineering, ainsi que l'académie des sciences chinoise, développent un projet d'analyse des conditions d'implantation de centrales, la grande expérience française en ce domaine vis-à-vis du contexte social, idéologique, économique local étant jugée par la partie chinoise comme de grande valeur. La conscience des enjeux éthiques posés par ces formes majestueuses du développement énergétique est à l'ordre du jour.

Par ailleurs, les échanges universitaires nourrissent depuis assez longtemps à présent la bonne intelligence réciproque pour avoir créé un terreau de coopération confiante, souvent amicale, dont le bénéfice commence à se faire sentir. Quand viennent à se poser les questions toujours délicates de propriété intellectuelle, de transferts de technologies, ces liens humains ont un effet à la fois facilitateur et protecteur, car ils entretiennent une culture commune propre à aplanir des difficultés que la discordance des systèmes respectifs, non encore résorbée, est toujours susceptible d'envenimer. Par ailleurs, en matière d'intelligence artificielle par exemple, on en est déjà à parler d'un essaim mondial de spécialistes, se sentant et se sachant membres d'une même communauté de pionniers ayant besoin de beaucoup échanger, et la Chine se classe au tout premier rang d'entre eux. Là encore, on est en passe de passer d'un paradigme du secret jalousement gardé (quitte à

se périmera un jour) vers un modèle coopératif en perpétuelle recombinaison, en intense émulation, à éthique mondiale plus que nationale ou d'entreprise. Ce n'est pas fait, mais la tendance est discernable, parce qu'elle résulte de la nature même du sujet, intrinsèquement rebelle aux enfermements, dont sa caractéristique première est justement de lever les verrous.

### 3.2 Dans les transports

Pour ce qui est de la transition énergétique dans les transports, la Chine est devenue en quelques années le leader mondial. La marche à la voiture électrique, bien plus rapide qu'on ne s'y attendait, bouleverse de fond en comble non seulement l'industrie automobile, pour laquelle il s'agit au fond seulement de changer de propulsion, mais l'ensemble de la chaîne technologique et de marché : batteries, électrotechnique, approvisionnements, réseaux de distribution, gestion de la circulation, tout est remis en cause dans une proportion qui évoque le remplacement du tout-ferroviaire du XIX<sup>e</sup> siècle par la route et l'automobile au XX<sup>e</sup>. Mais beaucoup plus vite, et à une échelle sans commune mesure. C'est un enjeu stratégique pour tous. Mondialement et du haut en bas de la chaîne, du pétrolier au conducteur. C'est une révolution systémique en cours, comme le fut celle de la cybernétique depuis un court demi-siècle.

L'enjeu est si grand qu'il impose d'élever le degré de coopération planétaire. Tout va changer, donc tout le monde est embarqué, et en tout cas intéressé. Il en va entre autres de la tenue ou non des objectifs environnementaux désormais jugés comme vitaux par la communauté internationale, Chine et France en tête.

Aujourd'hui que la Chine est le leader incontesté de la batterie, du solaire, et bientôt de l'intelligence artificielle, le moment n'est-il pas venu de rendre aux Occidentaux leur politesse de naguère, lorsqu'ils transportèrent en Chine certains de leurs fleurons technologiques, de la construction automobile à l'électronique ou la chimie ? Pourquoi les Chinois ne viendraient-ils pas apporter à l'Europe, et même aux USA, le bénéfice de leur avance actuelle dans ces domaines d'importance commune ? De tels transferts de technologie et d'activité sont d'une importance stratégique telle que les États doivent bien s'en y prêter la main, et en faire des aspects d'une ambition conjointe. L'histoire de Peugeot, pionnière en Chine dès les débuts de l'ouverture du pays, plus tard sauvée de la faillite par une alliance créative entre la famille éponyme, l'État et le groupe chinois Dong Feng, est une excellente référence pour ce type d'initiatives. Aujourd'hui, « la firme de Sochaux » fait la course en tête.

Cependant, la solution actuelle à la mobilité électrique reste une côte mal taillée : le stockage de l'électricité dans des batteries pose à terme plus de problèmes qu'il n'en résout dans l'immédiat, où il est encore la seule forme disponible à une échelle suffisante, mais qui atteindra vite ses limites techniques, de ressources en intrants, et de soutenabilité écologique globale, car les terres rares sont rares, et le recyclage des batteries reste délicat.

L'avenir, tout le monde le sait, est à l'hydrogène, dont le stockage et l'emploi restent à l'état de projets pionniers fort prometteurs, Mais le passage à la grandeur nature, potentiellement aux dimensions de tout le transport routier mondial, est une toute autre affaire. C'est sur toutes ses dimensions qu'il faut dès à présent se concentrer, car ce sera

encore une autre révolution dans la révolution — passage à l'électrique, d'abord, et très vite passage à l'alimentation de ces moteurs électriques par de l'hydrogène employé comme stockage d'une production d'électricité qu'il faudra avoir élevée à un niveau beaucoup plus haut si on prétend lui faire prendre le relai du pétrole puis du gaz naturel : ce ne sont pas les éoliennes chères aux antinucléaires qui suffiront à fournir les mégawatts requis.

Aujourd'hui, les solutions techniques et globales à l'hydrogène avancent en Chine tandis que l'Europe n'en est qu'à aborder un engouement pour les véhicules hybrides alourdis de coûteuses batteries. La société Aequius vient de signer un accord avec le ministère de l'énergie chinois, en même temps qu'elle conduit des expériences plus limitées en Europe, aux Émirats et au Maroc, pour des solutions de mobilité à l'hydrogène très convaincantes. Cette dimension a vocation à se placer au cœur de la BRI, qui sera seule à créer le contexte de passage à une norme eurasiatique commune, faute de laquelle le passage global à l'hydrogène restera handicapé. Le combat porte à la fois vers le haut, les autorités, et vers le bas, les usagers et professionnels de la mobilité, la dimension technique ayant presque le caractère d'un aspect subsidiaire qu'il sera toujours facile de régler rapidement. C'est pourquoi des accords sont recherchés par exemple avec Alibaba, parallèlement aux démarches patientes auprès de toutes les autorités et influences pensant sur les décisions au sommet.

### **3.3 Dans la finance**

Le secteur financier de la private equity connaît en France un essor enviable, de 10% par an depuis dix ans, qui le classe au premier rang européen en la matière. 310 sociétés, investies dans plus de 2 000 PME et IDI, démontrent une excellence gestionnaire que vérifient des rendements remarquables, eux aussi de l'ordre de 10% annuels, ce qui est très supérieur à la gestion d'actifs cotés ou à l'immobilier. Aussi cette expertise française draine t'elle beaucoup de capitaux qui se fient à elle : 40 % de l'épargne qu'elle lève vient de l'étranger. Investis dans des entreprises choisies avec soin, maintenues sous analyse permanente, dans un esprit de participation active à leur expansion, ces fonds échappent à la volatilité boursière et au contraire fructifient au bénéfice d'un engagement lucide et fiable dans le développement réel des richesses. Ces entreprises sont essentiellement choisies au sein de l'Union Européenne, mais une diversification est toujours possible. Pas moins de 7 milliards d'€ ont été levés par un fonds spécial pour des projets d'infrastructure, qui entrent tout particulièrement dans l'expertise des sociétés françaises de private equity, de sorte que la France apparaît de plus en plus comme une plateforme de premier ordre pour les financements de ce type en Europe.

D'ores et déjà, ces fonds accueillent avec plaisir des capitaux chinois, et les associent à des financements structurants, comme on l'a vu par exemple avec la restructuration du club Méditerranée, resté fidèle à lui-même mais à la faveur d'un important rachat de parts par des intérêts chinois.

Il va de soi que cette disponibilité de l'expertise française aujourd'hui largement reconnue comme de premier ordre ne se borne pas à l'hexagone, et qu'elle s'étend à l'Amérique, au Moyen Orient et au delà. Son couplage avec des ressources chinoises serait bénéfique aux deux parties, mais plus encore féconde pour le monde.

Il faut d'ailleurs signaler la toute récente mise au point d'un fonds spécial commun créé par Fondations Capital, le Silk road Fund et la CCIC, première banque d'affaires chinoise,



pour drainer des capitaux émanant de grandes entreprises ou fonds de placement français et chinois ainsi que de fortunes personnelles en vue d'investir dans des sociétés européennes pour leur développement en Chine et/ou avec la Chine, car de tels projets ont par nature un développement mondial immédiat. À l'heure où l'axe transatlantique semble se diluer, s'esquisse ainsi un axe euro-asiatique de même portée mondiale.

Il faut bien comprendre que l'argent abonde, en Europe et plus encore en Chine, mais qu'il n'entend pas s'employer à perte, ni même sans rémunération. Le tout est donc de créer les conditions de son emploi. Pour cela, les partenaires ont tendance à s'engager dès lors qu'ils ne se voient pas seuls à tenter l'aventure. Le rôle des banques, fonds et gestionnaires divers est donc de réunir des tours de table idoines, qui débloquent les inhibitions et dégagent par leur simple connivence des ressources massives, chacune entraînant l'autre. Pour cela il faut avoir confiance les uns dans les autres, et confiance dans les projets. C'est exactement cela que l'expertise française excelle à créer et garantir. La venue plus considérable de capitaux chinois, qui y trouveraient des emplois fructueux, utiles et garantis, multiplierait l'effet de levier de telles capacités. Et ce serait bien utile, quand on pense aux besoins majeurs de financement de projets utiles, par exemple en Afrique on l'a dit, et aux ressources parfois dormantes qui ne demandent qu'à s'employer.

### **3.4 Du point de vue du droit**

Tous les espoirs placés en un développement d'activités, conjointes ou non, à la faveur de Yi Dai Yi Lu (ou BRI) dépendent en dernière analyse de la mise en place d'un cadre législatif et réglementaire sinon homogène, du moins cohérent et aussi propice que possible à l'activité. L'harmonie en ces matières est une condition essentielle, faute de laquelle les flux, sans cesse entravés par des complications juridiques ou des incertitudes, peinent à prendre leur plein essor. Ce pourrait être une tâche prioritaire, pour tous ceux qui placent des espérances dans le développement que doivent amener les nouvelles routes de la soie, que de travailler à au moins définir des axes d'amélioration de ces cadres juridiques ainsi que de leur mise en œuvre judiciaire le cas échéant.

## **Conclusion**

À tout cela, la Fondation Prospective et Innovation et le China Center For international Exchange ne demandent qu'à s'employer, en fortifiant respectivement l'attention éclairée des acteurs européens et chinois.

Les deux instances réunies ce matin partagent le même esprit de combinaison féconde entre la réflexion et l'action. Elles considèrent l'une comme l'autre que Yi Dai Yi Lu (ou BRI) se dessine comme la colonne vertébrale d'un renouveau de l'Eurasie, et à ce titre un élément important de la sécurité mondiale, à laquelle servira pour longtemps la stabilité renforcée de cet immense continent. Il serait d'ailleurs naturel d'étendre cette convergence de vues à des échanges avec des partenaires allemands et russes, afin de matérialiser la congruence entre ces quatre pieds nécessaires d'une même table de travail concernant l'avenir du continent, dont ce sont les quatre puissances majeures. Ensemble, nous serions capables d'articuler Eurasie et Eurafrique, puisque le destin de l'Europe occidentale, dont

s'éloigne l'Amérique, est semble t'il de se situer désormais à la jointure entre ces deux ensembles en mouvement rapide que sont la Chine expansive d'une part, et l'Afrique gonflée d'hommes de l'autre, avec la possibilité pour le vieux continent ainsi pris entre deux ailes marchantes ou bien de les combiner en un facteur de progrès et de paix, ou bien de les laisser, s'il manquait à sa tâche historique, le submerger graduellement. Le destin du monde est intéressé à ce que l'Europe ne manque pas à sa mission d'être entre ces deux mondes un troisième terme à la hauteur de son histoire.